



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

28 et 29 juin
la fête du TC
p. 3

L'école en

souffrance

Sélection, moyens, agressions...

p. 4/5

• **Étudiants**
Solidarité p.6

• **Théâtre**
Culture et handicap p. 12

2 € - N°4018 - Du 12 au 18 avril 2024



l'Édito

“ Sale temps pour l'école



Nicole Gaspon

L'école, c'est à dire l'investissement dans la jeunesse et l'avenir, devrait être la priorité des priorités de l'action politique. Avec la gouvernance Macron-Attal, il n'en est rien. L'exécutif s'applique à aggraver un peu plus chaque jour une situation scolaire considérablement affaiblie par les coups de boutoir des gouvernements précédents. Le dossier que vous lirez dans cet hebdomadaire en donne des exemples significatifs. Il évoque quelques-uns des maux qui affectent l'institution scolaire, menaces sur les personnels, tri des élèves, moyens amputés (-650 millions d'euros), bas salaires... Les dramatiques cas d'agressions de ces derniers jours étant un symptôme supplémentaire de la fragilité de l'édifice. Ce que pointe justement la FCPE 66 qui, dans un communiqué, déclare : « *un climat scolaire apaisé ne se décrète pas, il se construit jour après jour avec des moyens et du temps, loin des réformes incessantes et des coups de rabot.* »

Les problèmes augmentent pendant que les moyens se réduisent, notamment le manque d'enseignants et de personnels d'encadrement. La valse des ministres, dont l'une, farouche partisane de l'enseignement privé, est éclairante sur l'intérêt que le gouvernement porte à l'institution scolaire.

Or, l'école peut être un fort vecteur d'élévation intellectuelle, elle donne des armes pour comprendre et transformer le monde, elle participe de la formation des citoyens.

Lorsqu'elle est empêchée de jouer ce rôle, les jeunes, les citoyens demeurent la proie des préjugés, de l'obscurantisme.

De cela Macron n'a cure, tant il est converti à l'ultralibéralisme, un système qui vise à faire émerger les élites dominantes et à reléguer les autres dans des emplois subalternes.

Il est heureux de voir, en Seine Saint-Denis comme partout en France, les mobilisations pour l'école se développer.



Annonces

→ **Fraliberthé 66. Vente de Thés et d'infusions**

Vendredi 12 avril de 17h à 18h30 – Maison des communistes - 44, avenue de Prades - Perpignan.

→ **UPTC. Le dernier Neandertal, Neandertal le dernier... ou le « camarade » Neandertal (conférence de Vincenzo Celiberti)**

Vendredi 12 avril à 18h30 - Maison des communistes - 44, avenue de Prades - Perpignan.

→ **Assemblées générales ordinaire et extraordinaire Fraliberthé Solidarité 66**

Samedi 13 avril à 9h30 – Médiathèque à Saint-Feliu-d'Amont.

→ **Assemblée générale de « Train-en-Têt »**

Samedi 13 avril à 10h – Salle Gelcen à Prades.

→ **Vernissage de l'exposition Bages-Jalboun. 20 ans de jumelage**

Samedi 13 avril à 18h – Chapelle Saint-Paul à Reynès.

→ **Foire Plantes&nature. À la rencontre de l'ours brun**

Dimanche 14 avril de 10h à 12h - Salle du Foirail à Prades.

À l'initiative

des communistes de Perpignan

Matinée de formation sur l'Europe, ses institutions et sa fiscalité.

Samedi 13 avril de 9 h 30 à 12 h

Maison des communistes,
44 avenue de Prades à Perpignan

Les thèmes :

→ Pas d'Europe sociale sans justice fiscale par Gilles Hellier

→ Les institutions européennes par Pierre Place

→ Les enjeux de l'élection du 9 juin débat animé par Pierre Place

Venez nombreux !



Le Travailleur Catalan



44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos **annonces**
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

“

Fête du TC 2024 La 86^e ambitieuse !

focus

3



Le mercredi 3 avril dernier se tenait la conférence de presse pour la 86^e fête du Travailleur Catalan au Bocal du Tech. Elle aura lieu les 28 et 29 juin prochain. Une action politique originale, unique en son genre dans le département.

12 groupes sont annoncés contre 8 l'année passée !

Marcel et son orchestre ainsi que Sidi Wacho tiendront la tête d'affiche de cette fête engagée. Pendant plus de 25 ans, à contre vents, en se marrant, sans se soucier des modes, des codes et des façons, Marcel a trimballé son mauvais esprit, ses riffs et ses refrains convulsifs sur toutes les scènes, de la plus modeste à la plus prestigieuse. Fidèle à son triptyque fédérateur : danse, déconne et dénonce, Marcel a toujours lié la fête à la lutte. Ensuite, les « *Sidi Wacho* » viendront interpréter leur nouvel album *Habibi Sudaka*. Ils sont originaires de Lille, Roubaix, Valparaiso du Chili, en revendiquant haut et fort qu'ils sont partout chez eux ! Et c'est dans une ambiance très festive « *musiques des suds* », que la caravane Sidi Wacho, composée de deux MC's, d'un trompettiste, d'un accordéoniste et d'un percussionniste, s'installe bruyamment pour nous rappeler à chaque instant que « *El pueblo unido jamás será vencido* ».

Christophe Obeissart, directeur artistique et responsable de la programmation, annonce quand même les difficultés toute particulières qu'il a dû surmonter pour cette année olympique (Inflation des cachets, contraintes des dates, etc.).

Organiser une fois encore une « *Fête à la taille humaine face à l'industrie de l'animation qui n'a pas, au final, grand-chose à voir avec la culture !* » n'est pas une chose aisée.

Cette Fête du *Travailleur Catalan* présente un plateau musical fourni pour régaler les visiteurs. Son ambition engagée et populaire s'affirme, l'entrée gratuite est relevée jusqu'à l'âge de 16 ans. Une première donc, qui n'est pas isolée, puisque la Librairie Torcatis viendra étayer le village des activités sociales et solidaires auprès des Scoop locales et régionales. Un forum ouvert aux échanges et aux débats politiques qui trouveront écho tout le long du week-end jusqu'à ce que la musique prenne le relais. Les contenus seront annoncés au fur et à mesure des semaines qui viennent assure Dominique Poirot directeur de la fête. Bien évidemment, elle accueillera comme à son habitude, les syndicats (CGT, FSU et Solidaires) ainsi que les associations coopératives en faveur de Cuba. Disponible au *Travailleur Catalan*, ou sur le site Hello-Asso, le pass pour le week-end est en vente au prix de 30€ pour les deux jours. Enfin, comme en 2023, les spectateurs pourront se garer à proximité puisqu'un parking gratuit et gardé sera aménagé.

Comme la fête de l'*Humanité* pour l'Europe, la fête du TC pour le pourtour méditerranéen, sans aucun doute, fera événement. Espérons, une fois encore, que le succès réponde à l'appel pour permettre aux luttes de prendre une figure enjouée, festive et originale, pour la 86^e année !

Olivier Patrouix Gracia

Chefs d'établissement

Questions face au « choc des savoirs »

D'ordinaire plutôt discrets, les chefs d'établissement sont sortis de leur réserve pour exprimer leur « ras-le-bol » face à la nouvelle réforme du choc des savoirs et leur « épuisement » face à des réformes successives, jamais évaluées et désavouant la précédente.

Appels à la grève et à manifestation, signature d'une pétition commune avec les syndicats d'enseignants, les chefs d'établissements sont vent debout comme rarement contre la réforme « *pas-siste* » du choc des savoirs. Lors de la rencontre du SNPDEN, syndicat majoritaire des chefs d'établissement, avec G. Attal et N. Belloubet le 14 mars, ils ont surtout posé des questions révélatrices de leurs doutes sur l'utilité et surtout la faisabilité de cette réforme. Questions sur les moyens. « *Nous n'avons ni les moyens ni les enseignants. Comment mettre en place des groupes de besoin sans profs ?* » « *Comment préparer une rentrée sans moyens horaires supplémentaires ?* ». Questions aussi sur la faisabilité technique. « *Comment changer continuellement les emplois du temps ?* ». Ils redoutent enfin d'être contraints de supprimer les

Apprendre la sécurité dans les établissements scolaires



dispositifs d'aide existant (dédouplements, travaux pratiques) et les langues rares.

Le brevet aussi

La direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) voit

dans cette réforme la fin de l'autonomie pédagogique des établissements et considère qu'elle fait des enseignants et des chefs d'établissement de « *simples exécutants d'une politique pédagogique taylorisée* ». Les groupes

de besoin ne sont pas la seule pierre d'achoppement. Le brevet, dont l'obtention conditionne désormais l'accès au lycée, « *remet en cause le droit égal d'accès à la poursuite d'études pour tous, principe fondateur de l'école publique* ». Comme les groupes de besoin, il vise au tri social des élèves, au détriment bien sûr des élèves les plus défavorisés.

G. Attal leur a adroitement suggéré les avantages sonnants et trébuchants qu'il réserve aux personnels de direction (+1 800€/an). Et, sans le dire clairement, a insinué que la solution à leurs problèmes d'organisation pourrait passer par l'annualisation des services des enseignants. Ce que susurre la Cour des Comptes depuis longtemps.

Seront-ils dupes ? Tenteront-ils malgré tout d'appliquer la réforme ? Réponse en septembre prochain.

Anne-Marie Delcamp

Parcoursup

Tyrannie de l'algorithme

Les jeux sont faits, Parcoursup a englouti les vœux de près de 700 000 élèves de terminale. Leur avenir est désormais entre les mains de cette plateforme nationale de préinscription dans l'enseignement supérieur...

Depuis la mise en place du dispositif, en 2018, par la loi ORE (loi d'orientation et de réussite des étudiants), la pression ne diminue pas à la veille de la date butoir. Le casse-tête reste le même : dix vœux, des sous-vœux accompagnés de CV, de lettres de motivation... Les parents aident leurs enfants du mieux qu'ils peuvent. Certains se trouvent complètement désemparés face à la complexité de la tâche. Pour de nombreux foyers en France, Parcoursup ressemble à un parcours du combattant semé d'embûches. À l'heure des choix déterminants pour les jeunes étudiants, c'est la peur qui domine : peur d'être admis à son dernier choix ou de se retrouver en liste d'attente, voire sans rien. Peur de devoir aller étudier à l'autre bout de la France. Comment faire pour trouver un appartement en juillet ? Avec quel argent ? « *C'est une énorme pression que l'on nous met sur le dos.* » précise Gael, jeune bachelier.

Comment contrer cette machine à sélectionner et à fabriquer de l'échec ? À sa création, les manifestations d'opposition à Parcoursup ont été surtout portées par les universitaires, enseignants du second degré, syndicats étudiants et fédérations de parents d'élèves, opposés à la logique de sélection à l'entrée du supérieur.

Selon le Code de l'Éducation, l'enseignement supérieur a pour fonction de contribuer « *à la réussite de toutes les étudiantes et tous les étudiants* ». Dès lors que l'on fixe des capacités d'accueil inférieures aux demandes, on ne parle plus d'orientation, c'est de la sélection.

Cinq ans après la mise en place de la plateforme, les craintes se confirment : Parcoursup, avec ses algorithmes, ses décisions opaques, incompréhensibles, injustes... c'est le tirage au sort pour tous ou la roulette russe ! Et plus encore pour les 25 % de jeunes qui, l'an dernier, ont été purement et simplement rejetés par le système, victimes du manque de places dans le supérieur, fruit de décisions politiques refusant à l'université les moyens de former tous les jeunes.

La quadrature du cercle consiste, pour les enseignants, à s'atteler à faire vivre un système dont ils rejettent le principe. En toute lucidité Pablo Rauzy, maître de conférences à l'Université Paris 8, précise : « *si on voulait une politique de réussite pour tous, il faudrait recruter, construire, et donner un salaire étudiant.* » On est loin du compte...

Evelyne Bordet

Port du voile

Un proviseur jette l'éponge

Le proviseur d'un lycée parisien démissionne après avoir été menacé de mort sur les réseaux sociaux pour avoir demandé à une élève de retirer son voile. Un événement considérable.

Les réactions se multiplient. Passons vite sur les commentaires politiques, redondants et opportunistes des plateaux télé et d'une certaine presse à la recherche permanente de sensationnel. En revanche, les centaines de messages de soutien de la part de collègues proviseurs, de professeurs, de syndicats ont une autre tenue. Ils sont aussi porteurs de propositions et méritent un examen.

Une loi utile, mais contestée

Il y avait besoin d'une loi claire, pour aider les personnels et les élèves, qui interdise à l'intérieur des établissements scolaires tout signe visible d'appartenance religieuse. Depuis plusieurs années, la loi existe et elle est très majoritairement admise par les élèves, les personnels et les parents d'élèves. Mais... Une frange existe encore, peu nombreuse mais décomplexée, qui brave sans cesse la consigne commune et l'autorité. Dans nos mémoires, Samuel Paty et Dominique Bernard sont encore très présents. L'islamisme actif est désigné. C'est un fait. Dans ce cas, une élève de 18 ans refuse de se soumettre à la loi et raconte une histoire, fantasmée, sur les réseaux sociaux. Depuis, elle a avoué "avoir menti et être passée à autre chose". Dans ces trois événements, le mensonge, la manipulation et les réseaux sociaux sont au centre. Des contestations enflent, jusqu'à remettre en cause les savoirs dispensés, en science, en philosophie ou en histoire. "L'école est aujourd'hui la cible de l'obscurantisme, la cible de tous les obscurantismes, car elle construit des esprits critiques et fait grandir par le savoir" déclarait ainsi un responsable syndical de la FSU, qui ajoutait : "nous sommes coincés dans la tenaille. Fasciste d'un côté, avec Zemmour et ses compères, et islamiste de l'autre".

Répondre aux questions et trouver des solutions

Il y a pléthore de "solutions" au problème. Il fallait s'y attendre. Surpassant ce qui habituellement revient aux "discussions de café du commerce". L'immigré est donc montré du doigt, le laxisme de gauche est fustigé, autant que la justice inopérante et le manque de centres éducatifs renforcés. Le court terme est là, avec quelques réponses occasionnelles et idéologiques. D'un autre côté, et plus sérieusement, les acteurs s'interrogent : "ces actes de malveillance traduisent aussi un mal-être des élèves qu'il nous faut analyser en profondeur..." observe ainsi une conseillère d'orientation. Ce qui revient en boucle, c'est l'environnement social délétère et la faiblesse sans cesse aggravée de l'en-

Personnels de l'Éducation : la grande solitude



cadrement humain au sein des établissements. La dimension même des établissements et le manque notoire de personnels (de l'infirmière au professeur, de l'agent à l'administratif) empêchent une maîtrise apaisée de cette "société scolaire de coopération et de confiance".

Michel Marc



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Abonnez-vous
au numérique pour
66€ par an !



Solidarité

Une distribution des produits pour aider les étudiants

Le Secours Populaire et le PCF ont organisé une distribution alimentaire pour les étudiants.

C'est par un beau temps ensoleillé que les étudiants ont pu découvrir, jeudi dernier, deux stands installés en face de l'Université de Perpignan. Sur ces derniers, des produits de première nécessité. Conserves, pâtes, fruits, mais aussi dentifrice, gel douche ou encore serviettes hygiéniques sont mis à disposition des étudiants par une coopération entre le PCF, le Secours Populaire Français et les Jeunes Communistes. Les produits partent très vite, les étudiants arrivants

nombreux après leurs cours et repartant les bras remplis de produits, sourire sur le visage. Les produits d'hygiène et les sucreries sont les premiers à manquer aux jeunes adultes, venus des quatre coins du monde et de la France, pour étudier à Perpignan.

Un revenu étudiant pour faire face à la précarité

La précarité étudiante est un fait dans l'Hexagone avec un étudiant sur deux, en moyenne, obligé de ne prendre qu'un repas par jour. La bourse étudiante direz-vous ? Absolument insuffisant comme le pointe une étude du syndicat UNEF avec une augmentation du budget nécessaire de 50 euros pour survivre en moyenne. Les jobs étudiants ? Encore faut-il qu'il y en ait suffisamment en période basse dans le département, de même qu'il ne faut pas oublier que ces jobs sont responsables de 20 % d'échecs aux examens. C'est pour cela que le PCF et les Jeunes Communistes militent



© Olivier Patrouix Gracia

en faveur du revenu étudiant. Ce dernier est la rémunération juste des études, tout comme on ferait pour un travail, sans prise en compte du salaire des parents. D'ailleurs une centaine d'étudiants ont signé, jeudi dernier, la pétition réclamant sa mise en place. En l'attendant, une nouvelle distribution aura lieu le mardi 23 avril de 15 h à 19 h au même endroit sur le parking en face de UPVD et l'IAE.

J. S.

© Olivier Patrouix Gracia



Train primeurs Perpignan

Est-ce la fin définitive ?

Les décisions prises par le gouvernement, la direction SNCF et Bruxelles semblent condamner définitivement le Train Primeurs. La fameuse politique de la « discontinuité de fret » est à l'œuvre.

La commission parlementaire réunie en décembre et dont le rapport exigeait au moins un moratoire sur les destructions du fret en France n'y aura rien fait. Elle démontrait pourtant le recul important de l'activité Fret-rail en France, ses

conséquences majeures sur l'environnement, et dénonçait un report modal sur les routes et les autoroutes dans des proportions extrêmement importantes. Les élus cheminots au CSE Fret-SNCF, eux aussi, ont pris l'initiative d'une pétition nationale au mois de février et « ont envoyé une demande de moratoire à Monsieur Gabriel Attal, Premier ministre et à Monsieur Patrice Vergriete, Ministre délégué chargé des Transports ». Sans réponse.

Le 30 juin, c'est fini. À moins que...

Mika Meusnier, secrétaire du syndicat CGT, explique et alerte. « Le constat est simple. Les marchandises vont de plus en plus sur la route ; Aucune initiative n'est prise par le gouvernement (unique

actionnaire) et la direction SNCF pour remettre le Fret rail à hauteur des enjeux. On abandonne aujourd'hui 23 « flux* » livrés sur le marché de la concurrence privée. Le train primeur est l'un d'eux ». Il ajoute : « ces 23 flux représentent aujourd'hui 30 % du chiffre d'affaires de SNCF Fret, et 20 % du trafic ». Aujourd'hui, devant ces abandons et ces attermolements, même les chargeurs potentiels se découragent et finissent par choisir la route. « Il faudrait, au contraire, aider, démarcher, rendre facile et accessible le train, promouvoir et aider les lignes fret non rentables, au sens comptable du terme ». Le grand marché de Rungis s'inquiète aujourd'hui, et commence à le faire savoir. Il ne recevra plus les fruits et légumes frais pour servir les clients.

À Perpignan

La fermeture, ce serait des investissements publics perdus, et une activité qui, au plus bas, concernait trois conducteurs dédiés, deux cheminots pour les manœuvres et les cheminots travaillant à l'entretien des voitures et de la machine. Il faudrait une levée en masse des citoyens, des élus, des collectivités pour renverser la vapeur. Mika Meusnier conclut par ce qui pourrait être une boutade : « pendant le blocage des agriculteurs, le Train primeur a fonctionné à bloc ! ».

Michel Marc

*Flux : C'est un sillon ferré (horaire et ligne) dédié à une activité fret. Certains flux sont quotidiens, d'autres hebdomadaires, mais pour d'autres, c'est plusieurs fois par jour, toute l'année.



Mika Meusnier.

© Michel Marc

Communauté urbaine

Jean Vila fait de la « politique »

Le 25 mars, le conseil de Perpignan Métropole Méditerranée (P.M.M.) examinait le budget 2024, et le vote intervenait à la suite des débats. Peu ou pas d'interventions, si ce n'est la prise de parole du conseiller communiste.

Loin d'une appréciation strictement comptable, l'élu proposait une analyse en profondeur des difficultés rencontrées aujourd'hui. L'endettement était au centre : « une dette qui pèse lourdement sur notre budget ». (...) « Une collectivité a aussi quelques règles, et lorsque la limite des emprunts atteint des sommets, une alerte est envoyée par la Chambre régionale des Comptes. Ce qui est le cas aujourd'hui pour la Communauté Urbaine (C.U.) (...). Cette dette est un handicap pour les investissements futurs ». Notant que sur deux ans le foncier aura augmenté de 11 %, ainsi que les ordures ménagères, Jean Vila rappelait que ce sont les ménages qui paient au bout du compte. Il y a bien sûr l'héritage de la Communauté Urbaine, avec les emprunts toxiques contractés précédemment. Mais il y a aussi une politique générale et un contexte de crise qui courent...



L'État en accusation.

« Nous allons être touchés »

L'Europe est toute entière tournée vers les marchés financiers. Nous subissons des politiques d'austérité, le déficit national, la dette et « les coupes budgétaires, 12 puis 10 milliards d'euros pour 2024 avec ses conséquences. Et bien sûr, nos collectivités vont être touchées gravement ! ». Il ajoutait : « bien sûr, il n'est nullement question pour ce gouvernement d'aller piocher sur les 63 milliards d'euros reversés par les plus grosses entreprises à leurs actionnaires en 2023. Et bien sûr, il n'est pas question de taxer enfin les multinationales ».

Un département sinistré

Après avoir décrit « un taux de chômage le plus élevé de France, 12,2 %, 22 000 personnes au RSA, 26 000 jeunes pris en charge par la Mission Locale Jeunes, Création d'entreprises en baisse de 21 % en un an, la construction qui s'effondre, et, pour l'agriculture, le bilan est malheureusement aussi grave », Jean Vila poursuivait : « les habitants de notre territoire attendent de notre part quelques décisions pour les aider ». Suivaient des vœux et quelques pistes à explorer, à partir d'exemples concrets dont la gratuité des transports urbains, la gestion publique de l'eau, plus de transparence et de démocratie dans l'Assemblée communautaire. « Faire confiance aux multinationales pour gérer le service public est une façon très conservatrice de gérer les affaires publiques ». Il concluait : « ce budget très contraint, très comptable, est loin de répondre aux attentes de notre territoire et de ses habitants, nous le voterons en espérant être entendus ».

Michel Marc

Dialogue divin

Baptêmes d'adultes : le photographe G. Bartoli aussi !



J'ai eu un échange très intéressant lundi avec Dieu. C'est un type très abordable et plutôt cool. Je lui ai demandé ce qu'il foutait en faisant pleuvoir partout sauf dans les P.-O. Il a répondu tranquillement que d'abord il avait dessiné Saint-Gaudérique du dossier parce qu'il le trouvait un peu trop complaisant avec les gens qui le promenaient partout en chantant des trucs bizarres. Ces mêmes gens qui considéraient que toutes ses créatures à lui n'étaient pas égales selon où elles étaient nées. Ça l'a foutu en rogne, le Vieux. Donc, il a coupé l'eau ! Et tant que leurs députés seront de ce côté-là, il n'a pas l'intention de la rétablir. " Bon, ce n'est pas indiscutable d'un point de vue scientifique..." a-t-il ajouté en clignant de l'œil, " mais si on devait ne s'en tenir qu'à la science, je ne serais pas là..." J'aime bien son humour... moins celui de ses idolâtres...

Georges Bartoli

Villeneuve-de-la-Raho

Golf, le combat continue



Détermination intacte pour les militants du collectif qui s'opposent au projet de golf et lotissement de Villeneuve-de-la-Raho. Jeudi dernier, les quelque 200 manifestants devant la préfecture ont porté et lu publiquement (cf. Photo) le courrier argumenté adressé au ministre, au préfet et à la maire Jacqueline Irlès. Déception aussi le lendemain pour les mêmes quand ils ont appris qu'aucune décision ni aucune incitation n'avaient été prises lors de la rencontre au ministère de l'écologie entre le ministre et la maire de Villeneuve. Ils s'y attendaient. « Il faudra faire plus et mieux à l'avenir ». Des initiatives seront prises et rendues publiques dans les jours qui viennent.

M. M.

Santé seniors

Une consultation pour comprendre

Les retraités de la CGT 66 alertent. L'environnement sanitaire départemental ne répond plus aux besoins immédiats des personnes âgées. Et les choses s'aggravent. Un document statistique a été imprimé pour nourrir la réflexion et les luttes.

« Imagine » est le titre du quatre pages produit par l'Union syndicale des retraités (USR 66). Bien renseigné, il est distribué sur les marchés du département. Une consultation accompagne ce travail d'information. Il s'agit de recueillir des témoignages précis et localisés. « Les gens prennent le questionnaire avec plaisir », déclare l'un des responsables de l'action, Michel Chabasse.



▲ Michel Chabasse, aux côtés de Sophie Binet devant l'hôpital, expose les conclusions de l'enquête.

Des chiffres inquiétants, de l'ARS* et de la CGT

Après une introduction générale peu contestable, « notre système de santé se dégrade, l'hôpital s'enfonce peu à peu dans la crise, notre protection sociale ne joue plus son rôle pour une partie de plus en plus importante de la population », la spécificité départementale est présentée, s'appuyant sur les travaux officiels de l'ARS et sur les chiffres de l'INSEE : en Occitanie, il y a autant de jeunes (moins de 25 ans) que de personnes âgées (personnes âgées de plus de 65 ans). Dans les P.-O., il y a 100 jeunes pour 118 personnes âgées. Et l'écart grandit. La proportion de « PA » est de 26 % dans notre département contre 22 % dans la Région. Le département vieillit. Et les projections de l'organisme confirment : « en 2050, ce sera 36 % ! ». Il s'appauvrit aussi. « Le taux de pauvreté concerne dans les P.-O. 21 % de la population totale, 17 % en Occitanie et 15 % en France ». Toujours d'après l'ARS, 44 % des médecins généralistes ont plus de 60 ans (41 % en Occitanie) et 11 % des habitants n'ont toujours pas de médecin traitant. De quoi réfléchir et agir.

La consultation, lancée il y a peu, rencontre un vrai succès

Plusieurs sujets sont abordés. La distance, d'abord, qui sépare le patient du service médical adapté. Le médecin traitant, mais aussi les spécialistes, urgences, pharmacies, labos, kinés et EHPAD. Édifiant. Plus avant, l'expression des besoins personnalisés est requise, permettant une analyse plus fine des manques structurels. Trois paragraphes suivants


questionnent sur les offres hospitalières Public-Privé, sur l'accès à un service d'urgence, et enfin sur la réalité des EHPAD existants, réalités économique (prix), sociale et qualitative. Les participants sont invités à remplir le formulaire et à le renvoyer pour étude jusqu'à la fin du mois de juin. Plus de 300 formulaires sont déjà à l'examen.

Les premières conclusions accablantes


Michel Chabasse résume : « il y a pénurie de médecins dont beaucoup vont prendre leur retraite. Il y a pénurie d'EHPAD publics, pénuries d'agents dans les EHPAD, certains médecins, qui ont aussi été sollicités, dépassent 2000 patients, ce qui est beaucoup trop, pour eux et pour les patients ». Il poursuit : « cela va s'aggraver avec la politique actuelle d'économies budgétaires et avec ce vieillissement important du département. Nous allons vers la constitution de collectifs citoyens pour défendre une vraie sécurité sociale ».

Michel Marc

ARS. Agence Régionale de Santé, antenne délocalisée du ministère



À NOTRE SANTÉ ... ! ?



CONSULTATION DÉPARTEMENTALE SUR L'OFFRE DE SOIN

Vous êtes Femme Homme Autre

Ville : Age :

Avez-vous à proximité : (= entre 0 et 10 km)	Avez-vous besoin de ces services, pour vous ou vos proches :	Délai de rdv		
		Jours	Mois	Non Joignable
<input type="checkbox"/> Médecin traitant ou cabinet médical	<input type="checkbox"/> Médecin traitant ou cabinet médical			
<input type="checkbox"/> Dentiste	<input type="checkbox"/> Dentiste			
<input type="checkbox"/> Ophtalmologue	<input type="checkbox"/> Ophtalmologue			
<input type="checkbox"/> Dermatologue	<input type="checkbox"/> Dermatologue			
<input type="checkbox"/> Kinésithérapeute	<input type="checkbox"/> Kinésithérapeute			
<input type="checkbox"/> Pharmacie	<input type="checkbox"/> Pharmacie			
<input type="checkbox"/> Cabinet de radiologie	<input type="checkbox"/> Cabinet de radiologie			
<input type="checkbox"/> Infirmières ou cabinet d'infirmières	<input type="checkbox"/> Infirmières ou cabinet d'infirmières			
<input type="checkbox"/> Hôpital public	<input type="checkbox"/> Hôpital public			
<input type="checkbox"/> Clinique privée	<input type="checkbox"/> Clinique privée			
<input type="checkbox"/> Ehpad	<input type="checkbox"/> Ehpad			

UPTC

Jîn Jiyan Azadî

La conférence organisée par l'Université Populaire du Travailleur Catalan le mois dernier a été un bel instant de solidarité avec le peuple kurde grâce à la conférence déambulée de Sylvie Jan, présidente de France-Kurdistan.

Vendredi 22 mars, l'Université Populaire du Travailleur Catalan a eu le plaisir de recevoir Sylvie Jan, présidente de l'association France-Kurdistan, qui a présenté Femmes, Kurdes, Liberté, une fascinante exposition sur le combat des femmes kurdes pour un idéal démocratique, de justice sociale, d'égalité et de paix. Au cours d'une conférence déambulée entre les panneaux qui présentaient treize magnifiques portraits de ces femmes, féministes, progressistes, écologistes, engagées contre l'oppression et l'obscurantisme, Sylvie Jan a retracé le combat du peuple kurde pour son autonomie, sa liberté, pour pouvoir faire vivre sa culture ancestrale.

Rappelant l'histoire millénaire de cette civilisation, elle a présenté, à travers ces portraits, l'histoire et la situation actuelle des Kurdes, présents dans quatre pays, mais partout confrontés à une féroce répression, que ce soit en Iran, en Irak, en Syrie ou en Turquie.

S'attardant avec émotion devant le portrait de Fidan Dagan, dit Rojbîn, assassinée à Paris en janvier 2013 avec deux de ses camarades, narrant l'histoire de Nudem Darak, condamnée à 19 ans de prison en Turquie, pour avoir chanté dans sa langue maternelle, témoignant de l'expérience démocratique originale du Rojava syrien devant le portrait de la jeune écologiste Gulistan Sido, rappelant, avec Nadia Murad Basée, prix Nobel de la Paix 2018, le sort des femmes yézidiennes vendues comme du bétail par Daesh ou évoquant la mort de la jeune Kurde Jina Mahsa Amini, torturée et assassinée en 2022 par la police des mœurs en Iran, la conférencière a ainsi largement balayé la résistance inébranlable des Kurdes. Elle a montré comment, confrontées aux normes religieuses et patriarcales, à la négation de leurs droits par les régimes tyranniques d'Iran, d'Irak, de Syrie et de Turquie, ces femmes mettent à mal les stéréotypes sur les femmes du Moyen-Orient.



Un atelier d'écriture... kurde

Avec l'aide de Michel Laurent qui l'avait accompagné depuis Paris, Sylvie Jan a ensuite, en réponse aux nombreuses questions des participants, précisé, par exemple, le positionnement des différents mouvements politiques kurdes.

Et comme la solidarité exige aussi des actes concrets, l'ensemble des présents est ensuite passé aux travaux pratiques en participant à un atelier d'écriture pour rédiger (en kurde !) et envoyer des lettres très colorées à des prisonnières politiques kurdes, retenues dans les geôles turques. Des courriers qui apporteront ainsi un peu de réconfort à ces femmes courageuses.

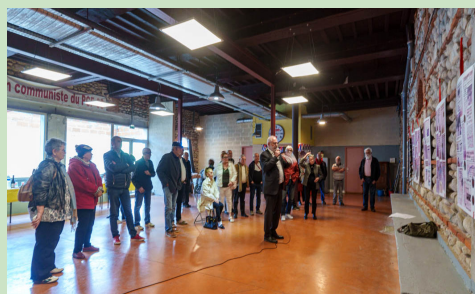
René Granmont

* Jîn Jiyan Azadî « *Femme, vie, liberté* », slogan kurde exprimé au Kurdistan et dans les rassemblements de femmes kurdes en exil.

Expo

« Un devoir de vérité »

Marquer de manière symbolique la date du 19 mars 1962, date des accords d'Evian qui ont conduit à l'indépendance de l'Algérie, telle est la démarche du PCF66.



dénoncer les attentats terroristes perpétrés par l'OAS dans les rues de Perpignan.

L'exposition met en évidence l'intervention des milliers d'habitants et de salariés des Pyrénées-Orientales dans la période 1955-1962 afin d'exiger le cessez le feu en Algérie, « loin d'une historiographie sclérosée qui laisse à penser que l'histoire ne serait qu'une succession d'événements fruits des décisions des puissants, tout au contraire c'est l'intervention des populations qui influent sur le cours de l'histoire. » précisait Michel Coronas, membre de la direction du PCF66.

Il ajoutait : « cette expo, nous la concevons comme une contribution au devoir de mémoire et de vérité que nous devons tenir à l'égard

de l'opinion publique dans cette période d'intense « guerre mémorielle ». Il s'agit en effet de résister aux nombreuses tentatives de falsifications de l'histoire relancées par l'extrême droite, à Perpignan notamment. »

Michel Coronas rendait hommage au TC en précisant : « Partir de la richesse de ces coupures de presse c'est aussi souligner l'importance de disposer d'un hebdo qui au fil des décennies a été témoin et acteur de l'histoire de notre département, témoin et porte-parole des luttes et de l'activité du Parti communiste. »

E. B.

Au 44 avenue de Prades à Perpignan, du Lundi 9h/17h au vendredi 9h à 11h30.

En Català



Quelque chose qui coûte très chère

Falsos amics i traduccions literals

- Malfiem-nos dels falsos amics.
- Vols passar comptes amb algú?
- No ben bé, me refereixo a les traduccions literals, i en aquest cas a les traduccions del català al francès i viceversa. Ja n'hem parlat però val la pena recordar que cada llengua té expressions que, traduïdes erròniament mot a mot, poden perdre tot el seu sentit. Com l'expressió «marxar a la francesa», traduïda literalment en francès no vol dir res perquè caldria dir « *marxar a l'anglesa* » en la llengua de Molière.
- Cada llengua té els seus caps de turc. N'hi ha unes quantes d'aquestes traduccions divertides i per internet hi ha fins i tot planes web que les recullen: en català quan s'arriba al final d'un debat diriem « *S'ha acabat el bròquil* », en francès vindria a ser « *És la fi de les mongetes* ».
- Els productes de l'hort, s'adaptin en funció dels gustos: en català comparar coses incomparables és « *Barrejar naps i cols* », en francès és barrejar « *cols i carottes* ».
- Quan una cosa és fàcil de fer o d'arreglar, en català « *Són flors i violes* », en francès és «senzill com bon dia». També hi ha qui diu que en català lo fàcil es fa «amb els ulls tancats» mentre en francès es fa «amb els dits dins el nas».
- Hi ha els catalans que « *somien truites* » i els francesos que «construeixen castells a Espanya»; solen ser els mateixos que en català «fan el préssec» i en francès «fan la botifarra».
- Un català empenyat «s'enfila per les parets», un francès en la mateixa situació «puja sobre els seus grans cavalls».
- Quelcom que val molts diners costa " *un ull de la cara* » o " *els ulls de la cara* " o encara «la pell de les anques» segons la llengua del que ho diu.
- Aquesta vegada hem fet una crònica «fent volar coloms», que deu ser lo que s'assembla més a « *treballar del barret* » en francès.
- Creus que amb això farem que millori el coneixement de la llengua catalana? Espero que ningú agafarà aquestes traduccions al peu de la lletra, ni en català ni en francès.
- Això « *són figues d'un altre cistell* », o belleu «és un altre parell de mànigues».

C&C

Balade mémorielle

La Retirada



© Olivier Patrouix Gracia

Le 15 février dernier un groupe d'une quinzaine de personnes a effectué ce parcours mémoriel qui deviendra désormais un rendez-vous régulier, ouvert à toutes et tous.

C'est sous l'impulsion de Patricia Baudesson, de l'Office de Tourisme Pyrénées Méditerranée, que cette balade à thème a vu le jour. Petite-fille d'un républicain espagnol, elle avait à cœur de faire vivre la mémoire de cet exil que l'on appelle « La Retirada ».

Le rendez-vous est donné aux randonneurs à la gare de Cerbère. Digérés par le boyau de la ligne ferroviaire, quelques minutes suffisent pour être dépaysés et se retrouver en terre espagnole. On gravit doucement les rues sinueuses de Port-Bou pour rejoindre tranquillement la frontière. En regardant par-dessus son épaule, la petite baie portuaire s'ouvre sur des eaux calmes et paisibles. Difficile d'imaginer, là, le fracas des bombes franquistes qui poursuivaient tragiquement nos aïeux.

On parcourt doucement le chemin de balade au milieu de la végétation méditerranéenne. Petit pincement au cœur quand nos yeux se posent sur des vêtements abandonnés à même le sol, témoignage d'un exil toujours bien actuel.

Et puis, arrivés au Col de Balitres, les stèles photographiques du Mémorial de l'Exil Républicain vous accueillent avec le panorama magnifique de Cerbère qui s'ouvre sur l'horizon. Un peu comme pour souhaiter la bienvenue, encourager et peut-être donner de l'espoir à ceux et celles qui ont tout laissé derrière eux. On s'arrête là, pour écouter nos accompagnateurs qui partagent leurs histoires respectives sur la guerre d'Espagne et leurs familles.

On ne peut pas rester insensible et chamboulé intérieurement après cette balade tant elle mêle plénitude méditative par la beauté et l'appel de la mer, et le souvenir douloureux d'un exode massif. Une balade magnifique, facile et largement éducative à faire en famille et entre amis.

Olivier Patrouix Gracia

Balade à thème tous les jeudis d'avril à juin.
Difficulté : moyenne. Distance : 5 km. Dénivelé : 180 m.

Tarif : 6€, gratuit pour les moins de 18 ans.
Réservation obligatoire.

Lien internet :



FLHV Rugby, c'est reparti !

Des questions restent posées

En octobre dernier, un incident grave intervenait pendant la compétition. Des procédures expéditives et des sanctions suivaient, et la saison était tronquée. Aujourd'hui, des questions demeurent.

Lors du deuxième match de l'équipe seniors du FLHV, bien après le coup de sifflet qui mettait fin à un match perdu sans embrouilles, l'incident éclatait. C'était à Coursan. À la buvette et du haut des praticables (petites tribunes) des insultes racistes étaient proférées alors que la moitié des équipes était déjà rentrées au vestiaire. Une partie du public s'en prenait ouvertement aux « arabes » du Foyer. S'en suivait un affrontement qui tournait au lynchage. L'arrivée des forces de l'ordre parvenait à stopper l'agression. Neuf joueurs étaient blessés et transportés aux urgences. L'un d'entre eux, l'entraîneur, Kader, y a séjourné plus longtemps avec quelques dents, la pommette et le nez cassés. Au sol, il a reçu plusieurs coups de pieds dans la tête. Voilà pour les faits. Le FLHV portait plainte.

Des procédures à questionner

L'autorité régionale du rugby, la ligue Occitanie, prononçait très vite les sanctions contre les deux clubs, les renvoyant dos à dos. Comme « *Il faut être deux pour se battre* », ce fut donc des points en moins, une amende et une suspension de terrain, avec sursis pour le FLHV. Refusant la sanction, Benoît Castanedo, le président du club, avec l'aval de son bureau, faisait appel auprès de la fédération, la FFR. Bilan, au nom de l'intérêt supérieur du rugby, les deux équipes seront exclues pour la saison. « *Jamais la question du racisme n'a été retenue dans les attendus* » nous précise Anthony Carrère. Le club saisit alors le CNOSF



© Michel Marc

(comité olympique) qui recommande, après audition, la réintégration du club. La FFR ne s'y conforme pas. Le FLHV ne lâche pas l'affaire et la porte devant le Tribunal Administratif (T.A). Le T.A donne raison au club et la FFR doit s'y conformer. Le club rejoue donc depuis quelques semaines. Des jeunes joueurs sont partis jouer ailleurs, ce qui est bien normal, et ne peuvent revenir, ce qui l'est moins.

Le racisme sur les terrains de rugby, sujet tabou pour la FFR ?

L'enquête de gendarmerie est en cours, dans l'Aude. Elle dira ses conclusions. Plusieurs témoignages confirment le caractère raciste de l'agression. « *Mais le problème n'est pas*

vraiment réglé. C'est nouveau, mais on sent aujourd'hui des crispations autour des terrains quand nous jouons avec nos jeunes où se mélangent gaiement des arabes, des gitans, des noirs et des blancs, avec nos équipes « Benetton », bigarrées. Le racisme semble se décomplexer, même si le phénomène reste encore minime. Nous aurions tort de ne pas le prendre au sérieux. Nous ne sommes pas à l'abri ». En attendant, les 320 licenciés du club continuent à pratiquer, avec une belle équipe de cadets, l'école de rugby, les seniors, les tout petits et tous les autres.

Michel Marc

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

PROMOTION



TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

Où sortir ?

Perpignan

La Comédie des K'Talents | Du jeudi 11 au 20 avril à 20h30 | Théâtre - **Juste un soir** | 17,50€/réduit 14,50€. **Vendredi 12 avril à 16h** | **Chaperlipopette** | 12€/réduit 9€.

Librairie catalane | Vendredi 12 avril à 18h30 | Lectures de Gloria Bassols, Lluís Bosch et Jordi Tolosa dans le cadre de **l'illa dels poetes**.

Théâtre Jordi Père Cerdà | Samedi 13 avril à 18h30 | **La peste du doute** | Entrée libre, dans la limite des places disponibles. Renseignements : perpignan.theatre@mairie-perpignan.com

Chapelle Jean-Paul II parc Ducupl | Samedi 13 avril à 17h | **Récital du pianiste Etienne Rall** organisé par Les amis d'Alain Marinaro et l'Orchestre de Catalogne | 12€, adhérents 10€.

Institut Jean Vigo | Vendredi 12 avril à 18h30 | Projection - **L'Étreinte du serpent** | Mardi 16 avril à 18h30 | Projection - **Mais c'est filmé où ?** | Mardi 16 avril à 19h | Projection - **Le silence est d'or** | Jeudi 18 avril à 19h | Projection - **Alien**.

Archipel | Dimanche 14 avril à 18h | **Portrait** | De 10€ à 25€. **Vendredi 19 avril à 20h30** | **Violeta y el jazz** | De 10€ à 25€.

Argelès-sur-Mer

Espace Jean-Carrère | Vendredi 12 avril à 20h | Théâtre - **Vole Eddie vole** | 10€.

Arles-sur-Tech

Abbaye Sainte-Marie | Vendredi 12 avril à 20h30 | Concert - **Quatuor Musica Sconosciuta** | Gratuit.

Canet-en-Roussillon

Théâtre Jean Piat | Vendredi 12 et samedi 13 avril à 20h | Saturnales - **Concert Jazz et Electro** | 9€.

Clap ciné | Jeudi 18 avril à 20h | Film - **Là où chantent les écrevisses**.

Ille-sur-Têt

Salle des fêtes | Samedi 20 avril à 19h | **Nit de la poesia**, dans le cadre de l'illa dels poetes.

Prades

Café Alchimie | Jeudi 18 avril à 18h15 | Spectacle - **Contes et accordéon** | 5€.

Salle du Foirail | Samedi 20 avril à 15h | Concert - **Musiques au cœur** | 10€.

Saint-Cyprien

Salle Escaro | Dimanche 14 avril à 17h | Théâtre par la Compagnie : Les Tréteaux de l'Orne - **L'anniversaire** | 8€.

Saint-Estève

Théâtre de l'Étang | Samedi 20 avril à 19h | Apéro concert - **Panda Banditt** | 5€/Gratuit pour les -12 ans.

Céret

Culture et handicap



▲ Un spectacle qui suscite l'empathie.

Dans le cadre des vendredis du handicap initiés par le Département flamenco et théâtre étaient programmés salle de l'Union à Céret.

Côté théâtre était proposée la pièce *Mon chant de bataille* par la Compagnie Théâtre d'art dans une mise en scène d'Arnaud Devolontat. Le spectacle était joué par des comédiens, chanteurs, danseurs professionnels et des artistes en situation de handicap.

Imaginez... Un monde où le handicap serait la norme... Comment vivre, se déplacer, communiquer, s'émanciper dans un univers où tout est adapté exclusivement aux personnes empêchées... ?

Le spectacle, fort et émouvant, a été ovationné, on pourra le revoir dans une forme plus longue en novembre.

Arnaud Devolontat, metteur en scène, a répondu aux questions du *Travailleur Catalan*.

Comment est née l'idée de ce spectacle ?

A. D. : En 2021, l'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés de Sorède (l'APAJH) m'a sollicité pour écrire et mettre en scène une création avec un groupe d'artistes en situation de handicap.

Le spectacle *Dessine moi un mouton* a ainsi vu le jour en 2022 et nous a conduit sur la prestigieuse scène du Carrousel du Louvre à Paris.

Au même moment, Bernard Escoffier, président de Scènes en partage Avignon, soutenue par l'APF France Handicap, me demande d'écrire un spectacle pour des danseurs en fauteuil.

Ces deux expériences parallèles ont mis en lumière une continuité logique de mon travail où la création d'un grand spectacle inclusif *Mon Chant de bataille* devenait une évidence, je dirai même une nécessité.

Les relations entre comédiens pro et personnes en situation de handicap ont-elles été faciles à gérer ?

A. D. : Entre-eux c'est de la pure alchimie. Travailler avec des personnes porteuses de handicap fut pour nous tous, un phare, un cap, une lumière, un dépassement de soi, une ouverture d'esprit. Leur générosité, leur spontanéité, leur respect et leur empathie naturelle ont fait que cela a été très facile. Il faut certes s'adapter, mais tout comme j'adapte ma mise en scène avec des artistes professionnels selon leur formation, leur sensibilité et leur talent.

Qu'attendez-vous d'une création dont le message est si fort ?

A. D. : Qu'elle réveille notre empathie. Je crois que c'est le mot-clé. Quand j'ose re-garder le monde qui nous entoure c'est de ce manque d'empathie que notre société souffre le plus. Tout se dématérialise, se déshumanise. Mais il y a dans ces jeunes adultes, dit « empêchés », une vérité qui nous donne bien des leçons. Travailler avec eux, c'est inspirant. Je souhaite de tout cœur que *Mon Chant de bataille* soit aussi celui du public.

Propos recueillis par Nicole Gaspon

Musique sacrée Belle réussite

Deux semaines durant Perpignan a vécu au rythme des concerts du festival suivis par un public très nombreux.

« Une belle aventure », c'étaient les mots d'Élisabeth Dooms au soir de la clôture de l'édition 2024 du festival Musique sacrée. La directrice de la manifestation avait en effet de quoi se réjouir. Depuis le 15 mars, la quinzaine de concerts d'une grande diversité, les rencontres, les lectures, ont bénéficié d'un public particulièrement nombreux. Les tarifs accessibles, la gratuité pour certains rendez-vous, ont contribué à cette réussite, mais pas seulement, les concerts Florilège, payants, n'ont pas été en reste. En cela le festival a pleinement tenu son pari d'ouverture, d'accès aux musiques classiques, baroques, du monde...

Les soirées au village du festival, basées cette année au chevet de l'église des Dominicains, bien adaptées pour la convivialité, ont également recueilli l'adhésion des participants. Retour sur la dernière semaine avec, notamment, dans le cadre du partenariat entre le festival



▲ La violoncelliste Ophélie Gaillard.

et l'Archipel, le concert de l'ensemble Correspondances dirigé par Sébastien Daucé. Fondé en 2009, cet ensemble tient désormais une place de choix dans le paysage des musiques anciennes, il s'est spécialisé dans la musique française du XVII^e siècle. Mardi soir à l'Archipel, il en a donné un magnifique échantillon

axé sur les musiciens de Notre-Dame. Des noms comme Jean Veillot, François Cosset ou Pierre Robert, des inconnus que Sébastien Daucé se plaît à débusquer au gré de ses recherches. Avec *le Requiem de Campra* en clôture, ce concert fut un moment de grande intensité, de ferveur, la direction remarquablement efficace scellant une parfaite harmonie entre les voix et les instruments. Clôture le jeudi 28 avec deux spectacles fort différents. Le duo violon violoncelle, Elsa Grether, Ophélie Gaillard. Deux sensibilités, Elsa Grether dans l'éclat, l'extériorité, Ophélie Gaillard dans la profondeur méditative, grandiose dans *la suite pour violoncelle n°2 de Bach*. Le final revenait à Lambert Wilson récitant, avec

des poèmes de Lamartine, Victor Hugo et Corneille alternant avec les *Harmonies poétiques et religieuses de Liszt*, au piano Roger Mura-ro, d'une virtuosité éblouissante. Un spectacle hautement exigeant.

Nicole Gaspon

Amis d'Alain Marinaro

Une belle découverte musicale

À Banyuls-sur-Mer le 7 avril, nous avons découvert le duo Movere, Éloïse Cenac-Morthé mezzo-soprano et Nicolas Mialocq, pianiste.



Le premier concert en Catalogne du duo Movere a surpris et ravi le public très averti, familier des Amis d'Alain Marinaro, une fois de plus puissance invitante. Éloïse Cenac-Morthé fut sélectionnée par Mirella Freni pour se perfectionner dans son école à Modène en Italie. Désormais confirmée et menant une belle carrière, elle se produit avec Nicolas Malocq, pianiste, son accompagnateur, dans les plus beaux airs de bel canto : mélodies de Bellini et de Mozart, airs d'opéra de Rossini, Bellini, Donizetti. Des airs que l'on a en tête, où l'on guette l'interprète et son accompagnateur. Ce ne fut pas un succès mais un triomphe et nous vous reparlerons de ce magnifique duo.

Y. L.

À ne pas manquer Étienne Rall, jeune pianiste toulousain aveugle de naissance, avait gagné à l'âge de 15 ans le prix Alain Marinaro au concours de piano régional d'Occitanie 2023 à Port-Vendres. Il vient de sortir avec une mention très bien et les félicitations du jury du CRR de Toulouse et il est admis au Conservatoire National Supérieur de Musique de Paris. On pourra l'entendre à la chapelle Jean-Paul II au parc Ducup le samedi 13 avril à 17h00. Entrée 12 €, 10 € pour les adhérents des deux associations, gratuit pour les moins de 18 ans.

Réservations au 07 49 77 00 56 ou sur <http://alainmarinaro.fr>

- annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales -**AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE****PERPIGNAN MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE COMMUNAUTÉ URBAINE**

M. Robert VILA - Président
11 Boulevard Saint Assisclé
BP 20641 - 66006 Perpignan
Tél : 04 68 08 60 00 - Fax : 04 68 08 60 01
mèl : accueil.pmca@perpignan-mediterranee.org
web : <http://www.perpignanmediterranee.org>
SIRET 20002718300017
Groupement de commandes : Non

L'avis implique un marché public

Objet : Travaux d'aménagement d'une piste cyclable pour la liaison Clair - Saint Hippolyte (RD41 - RD 41A) sur la commune de Saint Hippolyte

Référence acheteur : 2024019

Type de marché : Travaux

Procédure : Procédure adaptée ouverte

Technique d'achat : Sans objet

Lieu d'exécution : Liaison entre Clair et Saint Hippolyte (RD41 et RD41A)

66510 SAINT-HIPPOLYTE

Durée : 10 mois.

Description : Le présent marché porte sur la réalisation d'une piste cyclable qui a pour objectif de créer une liaison entre les communes de Clair et Saint Hippolyte.

Les prestations sont réparties en 3 lots comprenant chacun une tranche ferme et une tranche optionnelle telles que définies dans le dossier de consultation. Chaque lot fera l'objet d'une attribution séparée.

Dans le cadre de ce contrat, chaque titulaire assurera une action d'insertion définie à l'annexe 1 du CCAP intitulé "Clause d'insertion" et devra également mettre en oeuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter les objectifs de développement durable attendus lors de l'exécution des prestations.

Classification CPV :

Principale : 45233162 - Travaux de construction de pistes cyclables

Forme du marché : Prestation divisée en lots : oui

Les variantes sont exigées : Non

Lot N° 01 - Terrassements généraux - Voirie - CPV 45112500

Terrassements généraux - Voirie

Lieu d'exécution : Liaison entre Clair et Saint Hippolyte (RD41 et RD41A)

Lot N° 02 - Eaux pluviales - CPV 45232130

Eaux pluviales

Lieu d'exécution : Liaison entre Clair et Saint Hippolyte (RD41 et RD41A)

Lot N° 03 - Signalisation - CPV 45233294

Signalisation

Lieu d'exécution : Liaison entre Clair et Saint Hippolyte (RD41 et RD41A)

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

Conformément au règlement de consultation.

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

Conformément au règlement de consultation.

Référence professionnelle et capacité technique :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

Conformément au règlement de consultation.

Marché réservé : NON

Réduction du nombre de candidats : Non

La consultation comporte des tranches : Oui

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

Visite obligatoire : Non

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération

60% Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique

40% Prix

Renseignements d'ordre administratifs :

Plate-forme AWS

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Remise des offres : 13/05/24 à 12h00 au plus tard.

Renseignements complémentaires :

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement par chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante: www.marches-publics.info ou sur le site internet de Perpignan Méditerranée Métropole Communauté urbaine (PM-MCU): <https://www.perpignanmediterraneemetropole.fr> (rubrique Marches publics). Les modalités de transmission des plis par voie électronique sont définies dans le règlement de la consultation. Le pouvoir adjudicateur négociera avec tous les candidats à l'issue de la première analyse des offres sur l'ensemble des éléments techniques et financiers. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sans négociation sur la base des offres initiales.

Envoi à la publication le : 05/04/24

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.marches-publics.info>

Dénomination sociale : EF CONSTRUCTION

Forme : SASU

Siège social : 27 rue Gabrielle Colette 66100 PERPIGNAN

Capital social : 1 000 euros

Numéro SIREN 917912453 RCS PERPIGNAN

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 01/03/2024, il a été pris acte de la nomination de Monsieur FIRAT Satilmis, demeurant 27 rue Gabrielle Colette 66100 PERPIGNAN en qualité de nouveau Président, à compter du 01 mars 2024 sans limitation de durée, en remplacement de Mme ULUCAN épouse FIRAT Nurcan, Président démissionnaire.

L'article 22 des statuts a été modifié, en conséquence.

Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de Perpignan.

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

MINCEUR 66.

Société à actions simplifiée unipersonnelle, « en liquidation »

Au capital de 5 000 euros

Siège social : 5 Avenue Maréchal Joffre 66240 ST ESTEVE

RCS de PERPIGNAN, 838 417 715

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 27 février 2020, les associés ont :

- approuvé les comptes définitifs de liquidation ;
- déchargé M. Michel GAUGUET de son mandat de liquidateur ;
- donné à ce dernier quitus de sa gestion ;
- ont constaté la clôture de la liquidation à compte du jour de ladite assemblée.

La société sera radiée du registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN

Pour avis et mention,

M. Michel GAUGUET

Liquidateur

Turquie

Défaite cinglante du parti d'Erdogan aux élections municipales

Les élections locales constituent une défaite pour le président turc et sa formation de l'AKP. Le parti kémaliste CHP devient la première organisation du pays et l'emporte dans les grandes villes. La figure d'Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul et candidat du Parti républicain du peuple (CHP), principal parti d'opposition, se détache en vue de la présidentielle de 2028. Recep Tayyip Erdogan est sonné. À la veille des élections municipales, le président turc savait que le mécontentement était fort dans le pays, au point d'avoir lui-même « mouillé la chemise », surtout dans les quartiers d'Istanbul, la ville emblématique de Turquie qui lui avait servi de tremplin vers le pouvoir il y a de cela plusieurs décennies. Sonné, oui, mais pas encore KO. Le président turc a d'ailleurs pris la mesure de la défaite, préférant parler d'un « tournant ».

Le CHP à la tête des plus grandes villes

Le résultat est implacable. À Ankara et Istanbul, les capitales politiques et économiques que le pouvoir avait perdues en 2019, la victoire de l'opposition a pris de court les observateurs par son ampleur, considérée comme inédite depuis 1977 et qui redessine la géographie électorale du pays. Istanbul, Ankara,

Izmir, Adana, Antalya, Bursa... Le Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste, social-démocrate), qui avait été assommé par la défaite de son candidat à la présidentielle de mai 2023, a fait carton plein dans les plus grandes villes du pays. Le parti considéré comme pro-kurde DEM s'assure une confortable avance dans plusieurs grandes villes du sud-est à majorité kurde, dont Diyarbakir. De nombreuses fraudes ont néanmoins été signalées par les représentants du DEM dans ces zones.

Les problèmes économiques ont pesé sur le scrutin

Didier Billion, chercheur à l'Iris estime que « ce résultat n'est pas une surprise. Erdogan avait promis de résoudre les problèmes économiques lorsqu'il a été réélu président il y a près d'un an, il ne l'a pas fait. L'inflation tourne toujours autour de 65 %. Les fins de mois sont difficiles pour les classes populaires et moyennes. C'est un élément qui a beaucoup joué ».

« Le parti kémaliste apparaît comme le pivot de l'opposition, désormais incontesté et incarné par le maire d'Istanbul sortant et bien réélu », constate Didier Billion. Ce qui s'est passé dimanche est bien « une nouvelle séquence de la vie politique turque », estime-t-il, tout

Erdogan prend une claque aux municipales



en considérant comme nécessaire de « garder la tête froide », car « si une nouvelle page s'ouvre, celle-ci est blanche. Il va donc falloir l'écrire ».

Roger Rio



Gaza

L'odieux assassinat du droit humanitaire

S'il est un droit qui doit être respecté dans tout conflit armé quelle qu'en soit la cause, c'est bien le droit humanitaire qui s'applique indistinctement quelle que soit la qualification du conflit. Ce droit reposant sur le principe de l'égalité des belligérants, il doit être respecté par toutes les parties, sachant qu'aucun motif ni aucune circonstance ne peut justifier qu'il soit bafoué comme il l'a été lors de l'attaque des dernières missions de solidarité à l'égard du peuple palestinien.

Elle s'est déroulée dans un contexte où les résolutions de l'ONU sont ignorées par la gouvernance israélienne qui applique sans vergogne le principe d'une vengeance qui tourne à la barbarie génocidaire à la suite du pogrom du 7 octobre 2023. Ce n'est pas en assassinant celles et ceux dont le seul but est de sauver des vies et en favorisant une catastrophe humanitaire que l'on trouvera une solution à un conflit qui dure depuis plus d'un siècle. Cet acte ne fait que justifier une spirale de la violence dont l'exemple risque bien de servir de mode d'emploi cynique applicable à bien d'autres conflits en cours ou en gestation.

Pourtant, sauver des femmes, des enfants, des vieillards, des blessés, ou tout autre personne se trouvant en danger dans les conflits devrait être une règle absolue. Contrevenir à cette règle doit être considéré comme un acte criminel international

qui doit être poursuivi tant par les juridictions nationales, lorsqu'elles sont compétentes, que par la Cour pénale internationale, qui a déjà été saisie de ce genre de situation à plusieurs reprises.

Alors que le risque toujours plus pressant d'une Troisième Guerre mondiale se concrétise, le droit international est un rempart qu'il faut protéger, faute de quoi l'humanité se réserve un retour dramatique aux pires moments du siècle dernier, avec une technologie encore plus performante dans les différentes formes d'exercice de la prédation.

Dominique Noguères



Après le choc des savoirs, la réduction de la formation des enseignants

L'éducation nationale n'a pas un ministre, elle en a trois. Chacun y va de son idée géniale qui va tout arranger sans que cela coûte un kopeck, et même, cerise sur le gâteau, si l'idée en question présente l'avantage d'être copieusement rétrograde au point de recycler les vieilles lunes qui ont fait rêver nos mémés et nos pépés, cela peut peut-être faire réapparaître le Jules Ferry du 21^e siècle.

Attal, Belloubet

Gabriel ATTAL l'avait pressenti le filon et devant les difficultés du service public, la baisse de niveau, l'absence de mixité sociale affichée, avait remis au goût du jour une vieille pratique de l'école d'antan les groupes de niveaux pour permettre aux moins bons de le rester sans que cela se voie. Et tous les commentateurs d'applaudir devant cette permanence insupportable de l'école : le tri social. à charge pour Belloubet II^e d'affronter la grogne des organisations syndicales, de défendre le choc des savoirs et de trouver une solution qui permette de les mettre en place sans moyens, de sauver la face et de faire croire que l'on réforme quand même. Même si les personnels sont vent debout contre la réforme.

Et maintenant Macron

Mais l'histoire n'est pas finie, un troisième larron, Macron III, s'invite pour manifester son intérêt pour un sujet qu'il considère comme sa

Macron veut recruter des profs à Bac plus 3 au lieu de Bac pl...en attendant Bac moins 5 ?



chose. IL prend de la hauteur, de la distance. IL veut inventer « l'école normale du XXI^e siècle » pour former les maîtres qui rechignent à appliquer ses réformes. Il annonce un « big bang » dans la formation des professeurs qui ressemble étrangement à un rétropédalage : il suffit d'un trait de plume d'amputer de deux ans ladite formation. Il avait fallu des décennies pour unifier à cinq ans la formation des professeurs des écoles, des collèges, des lycées, pour en modifier les contenus, les concours.

Trois ans suffisent

Cinq ans, c'est trop ! Trois ans suffisent ! Bien sûr tout cela sera très professionnel, avec du temps passé dans les écoles, et même peut-être un début de salaire. Quant à l'augmentation générale des rémunérations, rien n'est

dit pour rendre attractif le métier. Les salaires attendront, les nouveaux profs seront aussi mal payés que les anciens. Mais ils auront perdu des arguments pour le revendiquer et les savoirs pour les justifier. La crise des recrutements réglée. Les facultés dans le pétrin. Des économies substantielles réalisées et des cursus universitaires réduits comme peau de chagrin. La grande avancée des savoirs devient une coquille vide que l'Intelligence artificielle remplira de ses inventions prodigieuses. La destruction du service public est en marche rapide.

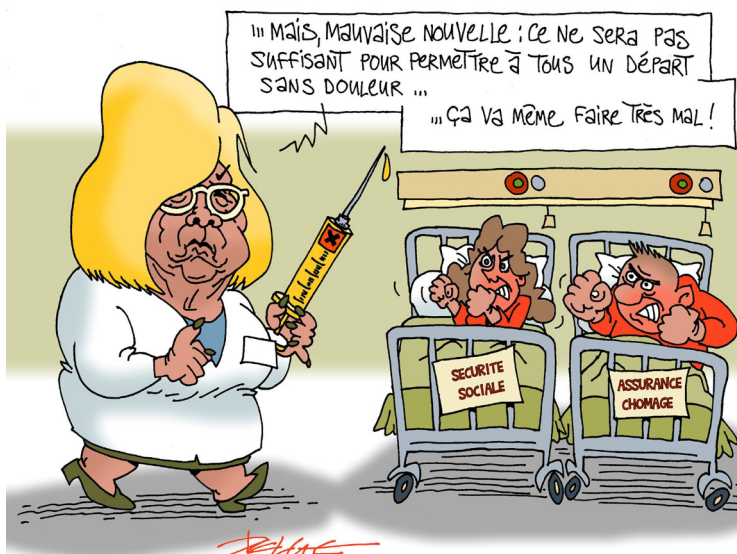
Trois mousquetaires sont aux manettes : il est plus que temps d'en finir avec les illusions d'un savoir émancipateur, avec une ascension sociale que l'école, l'université, sont en mesure de structurer, avec ces syndicats d'enseignants qui croient encore aux valeurs républicaines.

Ils n'ont pas compris que le réel résiste, que l'école n'est pas un théâtre dans lequel les consciences se diluent, qu'elle est un bien commun où se façonnent les destins au milieu de toutes contradictions sociales dans lesquelles les engagements citoyens sont appelés à jouer tout leur rôle. Et jusqu'à ce jour ils l'ont joué. N'en déplaise à tous ceux qui ont voulu se prendre pour le nouveau Jules Ferry.

Jean-Marie Philibert

L'actu **vue par DELGE**

Enfin une décision positive : plus d'un milliard pour la fin de vie...



Delon fait des petits : Jean-Marie Le Pen placé en protection juridique par ses trois filles



Suivez-nous

